



Distr. générale  
24 juin 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-seizième session**

Point 118 d) de la liste préliminaire\*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes  
subsidiaires et autres élections : élection de membres  
du Conseil des droits de l'homme**

**Note verbale datée du 23 juin 2021, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par la Mission permanente des Émirats  
arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la décision prise par le Gouvernement des Émirats arabes unis de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024, dans le cadre des élections qui se tiendront à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, en 2021.

Dans ce contexte et conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente transmet ci-joint les engagements pris volontairement par les Émirats arabes unis, qui y réaffirment que la promotion et la protection des droits humains sont une priorité de leur politique étrangère (voir annexe).

La Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 d) de l'ordre du jour.

---

\* [A/76/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 23 juin 2021 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par la Mission  
permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Candidature des Émirats arabes unis au Conseil des droits  
de l'homme pour la période 2022-2024**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution [60/251](#)  
de l'Assemblée générale**

**I. Réalisation des droits humains au niveau national et engagements  
pris volontairement**

1. Les Émirats arabes unis s'engagent à promouvoir et à protéger les droits humains au niveau national. Ils s'emploient continuellement à améliorer et à développer leurs résultats dans ce domaine, en travaillant avec diligence pour concrétiser leur attachement profond à la promotion et au respect des droits humains et des libertés fondamentales. En outre, les Émirats arabes unis s'efforcent de parvenir à l'égalité et de faire régner la justice sociale en s'efforçant de renforcer l'état de droit, de favoriser l'application des principes de bonne gouvernance et de développer leurs structures institutionnelles conformément à leurs priorités et aspirations et compte tenu des normes internationales.

*Cadre juridique et institutionnel des droits humains*

2. Au cours des cinq dernières années, les Émirats arabes unis ont adopté des lois conformes aux conventions et normes internationales applicables, afin de répondre aux besoins et aux exigences de la société. Il s'agit notamment des textes suivants :

- Loi fédérale n° 3 de 2016 relative aux droits de l'enfant, dite « loi Wadeema » ;
- Décret-loi fédéral n° 8 de 2016 sur l'adhésion de l'État au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;
- Loi fédérale n° 5 de 2017 sur l'utilisation des technologies de télécommunication dans les procédures pénales ;
- Loi fédérale n° 10 de 2017 sur les travailleurs domestiques ;
- Décret-loi fédéral n° 19 de 2019 sur l'insolvabilité ;
- Loi n° 10 de 2019 sur la protection contre la violence domestique ;
- Loi fédérale n° 14 de 2020 sur la protection des témoins.

3. Les Émirats arabes unis ont apporté des modifications notables à un certain nombre de textes législatifs et réglementaires, notamment le code pénal, le droit du travail, le droit des transactions civiles, la loi relative au statut personnel et les règles de procédure pénale. Ces modifications contribuent à la réalisation des droits humains. La plus importante de ces modifications a établi l'obligation pour les responsables de l'application des lois de fournir des services d'interprète lors des contre-interrogatoires des accusés, des témoins et des experts. Des modifications ont aussi été apportées à d'autres dispositions importantes. Par exemple, la consommation d'alcool a été dépénalisée et des protections juridiques supplémentaires ont été accordées aux mineurs de 21 ans. Les modifications ont également permis aux non-

nationaux de faire juger des affaires relatives à des différends familiaux ou successoraux en invoquant un plus grand nombre de lois.

#### *Stratégies et politiques nationales*

4. Ces cinq dernières années, les Émirats arabes unis ont publié une série de politiques et de stratégies nationales pour promouvoir et protéger les droits humains :

- La Stratégie nationale pour l'avancement des femmes émiriennes pour 2015-2021, qui établit un cadre général de référence et d'orientation pour aider les autorités fédérales et locales, les institutions du secteur privé et les organisations de la société civile à élaborer des plans et des programmes en faveur de l'avancement des femmes.
- La stratégie nationale relative à la maternité et à l'enfance pour 2017-2021, qui concerne la promotion et la protection des droits de l'enfant.
- La politique nationale relative aux personnes âgées, qui a été lancée en octobre 2018 pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées.
- La politique de protection de la famille, qui a été adoptée en 2019 pour renforcer le système social qui protège les membres de la famille et leurs droits, afin de renforcer le rôle de la famille et sa participation active au développement de la communauté.
- La politique nationale en faveur de l'autonomisation des personnes handicapées (personnes faisant preuve de détermination), qui vise à donner à ces personnes les moyens de participer activement à une société intégrée et de bénéficier de l'égalité des chances, et qui garantit une vie décente à elles-mêmes et à leurs familles.
- Le programme national de vaccination, qui a été adopté par le Conseil des ministres en septembre 2020 pour développer le système de santé, protéger la société et surveiller les maladies transmissibles.

#### *Réalisation des droits humains au niveau national*

5. Les Émirats arabes unis continuent de renforcer et de développer l'action menée au niveau national pour honorer les engagements pris dans tous les domaines des droits politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que de renforcer leur système législatif et juridique de façon à améliorer et à promouvoir ces droits. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis élaborent un plan national en faveur des droits humains sous la supervision du Comité national des droits humains.

6. Les Émirats arabes unis soulignent leur attachement à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne de 1993 et à la Déclaration et au Programme d'action de Durban de 2001. Les Émirats arabes unis rejettent fermement toutes les formes de discrimination raciale, qui sont incriminées par le code pénal de 1987 révisé. Le décret-loi fédéral n° 2 de 2015 sur la lutte contre la discrimination et la haine, tel que modifié en 2019, interdit également la discrimination fondée sur le genre, conformément à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Au titre de la Convention, il importe d'incriminer les actes associés à toutes les formes de discrimination, ainsi que de combattre les discours de haine. Les Émirats arabes unis réaffirment également leur soutien à l'action menée au niveau international pour faire respecter les mesures de protection contre le racisme et garantir l'accès à des voies de recours effectives et appropriées.

7. Dans le domaine de la promotion des droits des femmes, les Émirats arabes unis mènent une politique nationale efficace qui a permis aux femmes de faire des progrès extraordinaires dans le domaine de l'éducation. En particulier, 71,6 % de tous les étudiants inscrits dans des universités publiques et 50,1 % des étudiants des universités et instituts privés sont des femmes, ce qui peut être considéré comme l'un des taux les plus élevés au monde. Les femmes contribuent activement à la croissance économique des Émirats arabes unis, représentant 43 % de la main-d'œuvre du secteur privé et 66 % de celle du secteur public. Parmi ces emplois, on compte 30 % de postes de direction et de décision, et 15 % de postes techniques. Conformément à l'article 11 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les Émirats arabes unis ont publié la loi fédérale n° 6, qui est entrée en vigueur en septembre 2020 et garantit l'égalité de rémunération femmes-hommes dans le secteur privé, où les femmes reçoivent le même salaire que les hommes si elles effectuent le même travail ou un travail de valeur égale. En ce qui concerne la participation à la vie politique, la représentation des femmes émiriennes au Conseil national fédéral est passée à 50 % depuis les élections législatives d'octobre 2019.

8. L'Union générale des femmes et le Conseil pour la représentation équilibrée des genres jouent un rôle essentiel en ce qu'ils contribuent à régler les problèmes qui font obstacle à l'avancement des femmes. Ils s'emploient à valoriser les rôles complémentaires des hommes et des femmes, à développer la participation concrète et égale des femmes dans différents domaines et à accroître leur représentation aux postes de direction et de décision. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis sont résolus à continuer d'appliquer et de réviser la Stratégie nationale pour l'avancement des femmes émiriennes pour 2015-2021 et son plan de mise en œuvre. Ils continueront également d'exécuter leurs programmes de coopération et de partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en faveur de l'avancement des femmes, en travaillant avec le bureau de liaison d'ONU-Femmes à Abou Dhabi.

9. La qualité de la prise en charge des enfants est une autre question importante pour les Émirats arabes unis, qui s'emploient sans réserve à appliquer les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ils ont créé un certain nombre d'organes nationaux à cette fin, notamment le Conseil consultatif de l'enfance et le Parlement émirien des enfants en 2019. Pour surmonter les nouvelles difficultés auxquelles les enfants seront confrontés, ils ont mis au point des plateformes numériques interactives qui aident les enfants à acquérir des compétences grâce à des jeux et aux technologies de la réalité virtuelle, et leur fournissent un ensemble de connaissances nécessaires pour participer à la vie de la communauté. En outre, ces plateformes permettent d'inculquer aux enfants des valeurs et des comportements positifs, afin de les protéger contre les menaces en ligne et de leur permettre d'utiliser les médias sociaux et les sites Web en toute sécurité. Au niveau international, les Émirats arabes unis ont présidé les réunions du Virtual Global Taskforce virtuel sur la protection des enfants contre les violences et l'exploitation en ligne de 2015 à 2018. Ils ont obtenu deux sièges permanents au conseil consultatif de l'initiative WeProtect. Pour poursuivre ces efforts, les Émirats arabes unis ont adhéré au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants de 2016. Également dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis envisagent d'adhérer au Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Ils sont résolus à continuer de protéger les droits de l'enfant et à mettre en application les mémorandums

d'accord conclus avec Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin de renforcer les capacités dont ils disposent pour répondre aux besoins des enfants et leur donner les moyens de se développer.

10. En 2017, les Émirats arabes unis ont lancé la politique nationale en faveur de l'autonomisation des personnes handicapées (« personnes faisant preuve de détermination ») afin de fournir à ces personnes tous les services nécessaires à leur intégration dans la société et garantir une vie décente à elles-mêmes et à leurs familles. Dans sa la résolution 43 de 2018, le Conseil des ministres des Émirats arabes unis a adopté une politique en faveur de l'emploi des personnes handicapées afin de garantir la protection de leurs droits aux différentes phases de l'emploi. Cette résolution garantit également que les enfants handicapés aient accès très tôt à des outils modernes et sophistiqués qui leur permettent de communiquer et d'utiliser des ordinateurs, des appareils intelligents et toutes sortes d'applications. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis s'emploient à intégrer les personnes handicapées (« personnes faisant preuve de détermination ») dans le marché du travail, conformément à l'initiative pour l'emploi intégré, et à créer des conditions appropriées pour elles.

11. Dans le domaine des droits relatifs aux contrats de travail, les Émirats arabes unis continuent de prendre des mesures législatives et juridiques pour garantir une protection maximale aux travailleurs. L'employeur est tenu de créer des conditions de travail appropriées et sûres, notamment en garantissant l'équité salariale, des périodes de repos, des congés payés, des politiques de recrutement équitables et l'accès à un logement adéquat, ainsi que de s'abstenir de saisir les passeports des travailleurs et d'élaborer une politique de recrutement. La loi fédérale n° 10 de 2017 relative aux travailleurs domestiques a été adoptée pour renforcer ces mesures et équilibrer et réglementer de manière transparente les relations de travail contractuelles afin de protéger les droits de toutes les parties, conformément à la législation nationale et aux normes de l'Organisation internationale du Travail. Les Émirats arabes unis ont également mis au point des systèmes de contrôle électronique intégrés, notamment le système intelligent d'inspection, le système de logement de la main-d'œuvre, le système intelligent d'orientation, des initiatives pour le logement de la main-d'œuvre, le service My Salary et une ligne d'assistance téléphonique pour recevoir les plaintes relatives à l'emploi dans toutes les langues. Ils ont également mis à jour leur système électronique de règlement des conflits du travail et lancé des centres de services au niveau fédéral. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis envisagent de modifier la loi sur le travail de 1980 afin de répondre aux besoins et exigences actuels. Pour promouvoir les droits des travailleurs, les Émirats arabes unis s'engagent à continuer de favoriser la coopération technique et le travail en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail.

12. Dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, les Émirats arabes unis ont adopté une stratégie qui répond aux meilleures normes internationales. La stratégie comprend cinq volets : prévention, poursuites, sanctions, protection des victimes et promotion de la coopération internationale. Les Émirats arabes unis ont également lancé plusieurs initiatives pour définir les modalités selon lesquelles les responsables de l'application des lois doivent traiter les victimes. Les programmes d'assistance ont été élargis, des programmes d'orientation et de réhabilitation sont prévus et les responsables de la traite des personnes sont sanctionnés. À l'appui de la lutte menée contre la traite des êtres humains au niveau international, les Émirats arabes unis ont fait un don de 4 millions de dollars à l'Initiative mondiale de lutte

contre la traite des êtres humains pour intensifier l'action internationale de prévention et de sensibilisation. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis s'engagent à continuer de renforcer leur système législatif et les structures institutionnelles pertinentes, à soutenir les victimes de la traite, à travailler au sein du Groupe d'Amis unis contre la traite des êtres humains, dont ils sont membre fondateur, et à soutenir le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.

13. Les Émirats arabes unis sont fiers de leurs politiques qui visent à promouvoir les valeurs de tolérance et de coexistence pacifique et à développer le dialogue culturel et interconfessionnel dans le pays. Le Gouvernement s'est employé à faciliter la création de lieux de culte pour de nombreuses religions et confessions, en fournissant des terrains pour la construction de ces lieux. Les Émirats arabes ont accueilli sur leur territoire 83 lieux de culte pour permettre aux personnes non-musulmanes de pratiquer leur foi. Ils ont créé le Ministère de la tolérance en février 2016, adopté le Programme national de tolérance en juin 2016 et déclaré 2019 Année de la tolérance, en plus de créer l'Institut international pour la tolérance afin de promouvoir la culture de l'ouverture et du dialogue civilisé. Le Prix de la tolérance « Mohammed bin Rashid Al Maktoum » a été créé pour honorer les groupes et les entités qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la promotion des valeurs de tolérance au niveau national et international. Les Émirats arabes unis ont également annoncé la création du projet de la Maison de la famille abrahamique à Abou Dhabi, la capitale des Émirats arabes unis : une mosquée, une église et une synagogue seront construites sur le même site, qui favorisera le dialogue et le partage d'idées entre les croyants des différentes religions abrahamiques. Parmi les faits récents ayant trait à cette politique, on peut citer la visite historique de Sa Sainteté le Pape François, chef de l'Église catholique, à Abou Dhabi au début du mois de février 2019. La visite s'est achevée par la signature du Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune par Sa Sainteté le Pape et le Cheikh d'Al-Azhar Al-Sharif. À la suite d'une initiative prise par les Émirats arabes unis et le Royaume d'Arabie saoudite, le Royaume de Bahreïn et la République arabe d'Égypte, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité en décembre 2020 une résolution déclarant le 4 février Journée internationale de la fraternité humaine. Les Émirats arabes unis ont également promulgué le décret-loi fédéral n° 2 de 2015 sur la lutte contre la discrimination et l'incitation à la haine. Ce texte a pour objectif de renforcer la culture de la tolérance générale et de lutter contre les manifestations de la discrimination et du racisme fondées sur l'appartenance ethnique, religieuse ou culturelle. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis continueront de jouer un rôle de premier plan dans la promotion des relations humaines et des valeurs religieuses éternelles dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Ils envisagent actuellement d'adopter une loi sur l'organisation des lieux de culte pour promouvoir la liberté de religion.

14. La lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est un enjeu majeur. Depuis le début de la pandémie, les Émirats arabes unis se sont efforcés de placer les personnes au centre de leur action de riposte. Ils ont pris diverses mesures pour protéger contre la propagation de la pandémie ses ressortissants aussi bien que les résidents étrangers, sans discrimination. Ils ont adopté plusieurs politiques, stratégies et plans nationaux pour faire face à la pandémie, notamment en matière de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire. Dans ce contexte, ils ont lancé une campagne nationale pour faire vacciner leurs ressortissants et les résidents. Plus de 14 millions de doses de vaccin gratuites ont été administrées à ce jour. Les Émirats arabes unis n'ont ménagé aucun effort pour apporter toutes les formes possibles de

soutien et d'assistance aux autres pays touchés par la pandémie. Ils ont récemment lancé la Coalition de l'espoir pour soutenir l'action mondiale de distribution de vaccins contre la COVID-19 à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis s'attachent à informer les mécanismes régionaux et internationaux, les organismes et organisations spécialisées telles que l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme des efforts qu'ils font pour contenir la pandémie. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis poursuivront leurs efforts pour renforcer la campagne nationale visant à fournir des vaccins gratuits à leurs ressortissants et aux personnes résidant sur leur territoire. Ils continueront d'honorer les engagements qu'ils ont pris d'apporter une aide humanitaire et médicale aux pays touchés par la pandémie.

## **II. Coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits humains, et engagements pris volontairement**

15. Les Émirats arabes unis apprécient les efforts considérables que déploie le Conseil des droits de l'homme en tant qu'organe intergouvernemental et organe clé de l'ONU chargé de d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits humains dans le monde entier, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale. Leur candidature au Conseil est motivée par leur attachement profond à la nécessité de défendre les valeurs du dialogue, de rechercher des formes de coopération constructives et de parvenir à des solutions par consensus afin de surmonter les divergences. Les Émirats arabes unis feront tout leur possible pour contribuer aux activités du Conseil aux côtés des autres membres, comme ils l'ont démontré pendant leur mandat précédent (en 2016 et 2017), au cours duquel ils ont présenté une résolution sur le droit des filles à l'éducation, qui soulignait que l'éducation était l'un des principaux enjeux pour les filles du monde entier. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis s'engagent à soumettre ce projet à nouveau pour que le Conseil l'examine et l'enrichisse, approfondissant dans le même temps son partenariat avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

16. En ce qui concerne leur coopération avec les mécanismes du Conseil, les Émirats arabes unis attachent une grande importance au travail de ces mécanismes, comme ils le montrent en soumettant leurs rapports périodiques aux différents organes conventionnels et en s'employant à appliquer leurs recommandations. Les Émirats arabes unis appuient également le rôle vital des procédures spéciales et réaffirment leur volonté de continuer de coopérer avec elles, comme ils l'ont fait par le passé en accueillant sur leur territoire un certain nombre de rapporteuses et rapporteurs spéciaux. Dans ce domaine :

- La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation et le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées ont été invités en 2019 à effectuer une visite de terrain.
- Les Émirats arabes unis et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme envisagent de mettre en place un programme de coopération technique pour renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits humains.

17. L'Examen périodique universel est l'occasion pour les Émirats arabes unis de présenter aux autres pays les progrès accomplis dans le domaine des droits humains, ainsi que de mettre en commun avec eux expériences et meilleures pratiques dans



divers domaines des droits humains. Dans ce cadre, les Émirats arabes unis n'ont ménagé aucun effort pour donner suite à toutes les recommandations acceptées dans le cadre de son troisième rapport présenté au titre de l'Examen, en 2018, en particulier la recommandation qui lui avait été faite de créer une commission nationale indépendante des droits humains conformément aux Principes de Paris, sachant qu'en décembre 2020, le Conseil des ministres a adopté une décision approuvant sa création et prévoyant l'adoption prochaine d'une loi relative à la Commission.

- Les Émirats arabes unis envisagent d'appliquer un certain nombre de recommandations qui ont été formulées à la dernière session de l'Examen en 2018, dont la plus importante tend à retirer certaines réserves faites à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la Convention relative aux droits de l'enfant.

18. En ce qui concerne leur coopération avec les mécanismes régionaux, les Émirats arabes unis sont résolus à examiner les rapports de la Commission arabe des droits humains et à tenir un dialogue constructif avec ses membres pour contribuer à la promotion des droits humains. Concrètement, cela signifie qu'ils mettent en œuvre et transposent les articles de la Charte arabe des droits de l'homme, et intègrent dans leur législation nationale les recommandations formulées à l'issue de l'examen de leurs rapports. En outre, les Émirats arabes unis contribuent efficacement aux travaux de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique en assurant le suivi de l'application de ses recommandations en matière de promotion des droits humains et des libertés fondamentales. Dans ce domaine :

- Les Émirats arabes unis s'engagent à continuer de coopérer et dialoguer avec tous les mécanismes régionaux, ainsi que d'appuyer et de renforcer leurs principes grâce la réalisation des droits et des libertés.

19. Dans le domaine de la réalisation des objectifs de développement durable, également, les Émirats arabes unis s'efforcent sans relâche à atteindre les objectifs définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau national, car ils sont déterminés à jeter les bases d'un avenir radieux pour tous et à honorer l'engagement pris de ne laisser personne de côté. C'est pourquoi la Commission nationale des objectifs de développement durable a été créée en 2017 pour diriger l'action de promotion des objectifs. En 2018, les Émirats arabes unis ont été parmi les premiers pays à soumettre leur rapport au titre de l'Examen national volontaire au comité d'examen de New York, conformément au paragraphe 79 du Programme 2030, pendant le forum politique de haut niveau pour le développement durable qui s'est tenu à New York le 16 juin 2018.

### **III. Coopération et solidarité internationale**

20. L'aide au développement est considérée comme un domaine prioritaire de la politique étrangère des Émirats arabes unis, qui y ont affecté un montant total de 6,83 milliards de dollars en 2019, au bénéfice de pays en développement du monde entier. Plus de 75 % de l'aide totale sert à favoriser la paix, la justice, la croissance économique et les initiatives d'élimination de la pauvreté. Dans le cadre de leur engagement en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable visant à éliminer la pauvreté dans le monde, les Émirats arabes unis ont versé des paiements totalisant 614 millions de dollars au titre de l'aide aux pays en développement entre 2016 et 2019. Au total, ils ont contribué à l'aide aux pays en développement à hauteur de 23,8 milliards de dollars. Par conséquent, pour la sixième année consécutive, l'aide extérieure a dépassé l'objectif de 0,7 % du produit national brut approuvé par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Représentant



0,93 % de son PIB, sa contribution à l'aide publique au développement est la première au monde en pourcentage, ce qui fait du pays l'un des principaux donateurs au monde. Les Émirats arabes unis s'engagent à continuer de fournir une aide au développement aux pays en développement, contribuant ainsi à renforcer les projets de développement et à atténuer les souffrances dans ces pays.

21. À l'ONU, les Émirats arabes unis fournissent des contributions volontaires importantes, la dernière en date étant l'annonce d'un don de 1,5 million de dollars consenti gracieusement à l'appui des programmes et des activités du Haut-Commissariat. En 2018, les Émirats arabes unis ont entrepris de rénover la salle de conférence XVII du Palais des Nations de l'Office des Nations Unies à Genève, pour un montant de 22 millions de dollars. Enfin, ils ont annoncé en février 2020 qu'ils feraient un don de 589 425 dollars pour soutenir un projet de lutte contre la corruption et de défense des droits humains lancé par le Haut-Commissariat.

---